

Note de lecture : Pour en finir avec le déclin

Laurent Braquet
Académie de Rouen

Dans cet ouvrage, Marie-Paule Virard et Patrick Artus s'interrogent sur la politique économique et sociale pertinente à mener face à l'accélération de l'inflation, et pour préserver le pouvoir d'achat des Français.

Ils estiment que pour le prochain quinquennat du Président et la prochaine Assemblée, cette stratégie devrait viser six objectifs :

- L'augmentation du pouvoir d'achat des salariés les plus modestes ;
- La réduction des inégalités de patrimoine qui ne cessent d'augmenter en raison de la hausse du prix des actifs (en particulier des actifs immobiliers) ;
- L'investissement dans la transition énergétique ;
- La modernisation et la digitalisation des entreprises ;
- La préservation de la solvabilité de l'État et la soutenabilité de la dette publique (avec la réduction du déficit structurel et une meilleure efficacité de la dépense publique pour ne pas durablement « *organiser un transfert de revenu du futur vers le présent* ») ;
- L'amélioration de la qualité de l'éducation et des compétences ;

Substituer la redistribution privée à la redistribution publique

Pour mieux répartir les fruits de la croissance et lutter contre les inégalités, et pour conjurer le sentiment de déclassement et de paupérisation croissante des Français, Marie-Paule Virard et Patrick Artus proposent un changement radical de conception de la redistribution, car « *d'une manière générale, le modèle de redistribution qui est le nôtre depuis des décennies touche ses limites compte tenu de l'état des finances publiques* ». Il s'agit de réfléchir aux vertus d'une redistribution *ex ante* plutôt qu'*ex post* : pour soulager les finances publiques, il faudrait d'après eux agir par les salaires et les prix afin d'empêcher les inégalités primaires d'apparaître, plutôt que de mobiliser la redistribution publique (par les transferts sociaux et la fiscalité déjà à un niveau très élevé en France). Plutôt que d'indemniser *ex post*, il conviendrait de mobiliser les partenaires sociaux pour ajuster autant que faire se peut, les salaires à l'inflation. Mais c'est sur les bas salaires que l'effort doit porter en priorité : *a fortiori* dans les services où les pénuries de main-d'œuvre et les difficultés de recrutement deviennent très problématiques, en raison aussi de la faiblesse des rémunérations (personnel de santé, aides à domicile, hôtellerie-restauration, distribution, construction, transports...). La méthode passerait par des accords de branche, et l'objectif devrait viser une hausse significative des bas salaires pour créer un choc de pouvoir d'achat. Mais si cette hausse des bas salaires est répercutée sur le prix de certains biens et services, il faudra que les consommateurs qui disposent d'un pouvoir d'achat acceptent de payer (un peu) plus cher. Ainsi, la solidarité privée (une taxe inflationniste en quelque sorte) viendrait se substituer à la solidarité publique (les transferts sociaux). En quelque sorte, « *le consommateur prendrait le relais du contribuable* ».

Bienvenue dans l'économie de spéculation

Dans d'autres ouvrages, Marie-Paule Virard et Patrick Artus ont montré les effets favorables des politiques monétaires expansionnistes sur l'emploi et la croissance à court terme, mais ils ont pointé également leurs effets délétères. La raison en est que ces stratégies des banques centrales, et la hausse énorme de l'offre de monnaie qui en a résulté, ont alimenté une très forte hausse du prix des actifs, en particulier des prix de l'immobilier, avec à la clé une difficulté plus grande pour les jeunes générations pour accéder au logement. Mais surtout, « *la pérennisation des politiques monétaires expansionnistes nous a fait entrer dans une économie de spéculation* ». Sur de nombreuses classes d'actifs, la spéculation bat son plein : actions, matières premières, immobiliers, cryptomonnaies...

L'éducation : la clé de coûte

Marie-Paule Virard et Patrick Artus placent la question de l'éducation au cœur de leurs préoccupations, car « *quelle que soit la population testée, toutes les enquêtes internationales traduisent la poursuite de la dégradation du système éducatif* ». De nombreuses études disponibles montrent en effet que le niveau de connaissances des jeunes français(e)s se dégrade depuis plus de vingt ans, particulièrement en mathématiques. L'effort d'éducation et en matière de compétences est donc indispensable à la modernisation de l'appareil productif et à la réindustrialisation de nos territoires, et c'est un levier pour améliorer la qualité de l'emploi et lutter contre la bipolarisation du marché du travail. Face à l'urgence écologique, Marie-Paule Virard et Patrick Artus appellent aussi de leurs vœux une transition énergétique qui s'accompagne d'une réelle redistribution vers les plus fragiles : le coût de l'inaction en matière climatique va devenir prohibitif, et il est fondamental « *de passer d'une économie fondée sur la création de richesses (le PIB) à une économie orientée davantage sur la quête du bien-être en internalisant les externalités négatives associées à la production* ». Mais face à l'urgence écologique, il faudra veiller à compenser pour les plus bas revenus la hausse des prix de l'énergie, qui s'annonce massive (et aider prioritairement ceux qui sont forcés d'utiliser leur voiture notamment). Marie-Paule Virard et Patrick Artus considèrent qu'il faudra également renoncer à la baisse de la taxation du revenu du capital mise en place au cours des dernières années, relocaliser la production des équipements nécessaires, et renforcer le marché européen du carbone (*Emissions Trading System, ETS*) pour faire remonter le prix de la tonne de CO₂, et inciter les industriels à faire leur transition. Enfin, Marie-Paule Virard et Patrick Artus militent pour une ambitieuse transformation du modèle de capitalisme actuel, afin de favoriser le développement des actionnaires dont les exigences de rentabilité sont plus mesurées, pour que l'allocation de l'épargne soit davantage orientée vers l'investissement productif et la satisfaction des besoins énormes dans les domaines de la transition écologique et de la digitalisation, plutôt que vers le rachat d'actions et les placements spéculatifs.